

Maria Camello

# EXPORTATIONS D'ARMES AU MAGHREB

Quelle conformité  
avec la Position commune ?





**© Groupe de recherche  
et d'information  
sur la paix et la sécurité**

Chaussée de Louvain, 467  
B-1030 Bruxelles  
Tél.: (32.2) 241.84.20  
Courriel: [admi@grip.org](mailto:admi@grip.org)  
Site Internet: [www.grip.org](http://www.grip.org)  
Twitter : @grip\_org  
Facebook : GRIP.1979

Le Groupe de recherche et d'information  
sur la paix et la sécurité (GRIP)  
est une association sans but lucratif.

La reproduction est autorisée,  
moyennant mention de la source et de l'auteur  
Photo de couverture : Artillerie royale marocaine à l'entraînement  
(Crédit : *Maj. Tyrone Martin*)

Prix : 6 euros

ISSN : 2466-6734  
ISBN : 978-2-87291-137-0

Version PDF :  
[www.grip.org/fr/node/2668](http://www.grip.org/fr/node/2668)



Les rapports du GRIP sont également  
diffusés sur [www.i6doc.com](http://www.i6doc.com),  
l'édition universitaire en ligne.



Le GRIP bénéficie du soutien  
du Service de l'Éducation permanente  
de la Fédération Wallonie-Bruxelles  
[www.educationpermanente.cfwb.be](http://www.educationpermanente.cfwb.be)

Avec le soutien de la



**Wallonie**

Ce rapport est publié dans le cadre du programme « Cellule de veille sur la production et les transferts d'armes dans le monde » subventionné par la Région wallonne. Les informations délivrées et les opinions exprimées dans ce texte n'engagent que leur auteur et ne sauraient refléter une position officielle de la Région wallonne.

Le GRIP a publié en septembre 2018 une Note d'Analyse de 16 pages intitulée « Exportations d'armes au Maghreb : quelle conformité avec la Position commune ? ».

Suite au vif intérêt suscité par cette publication et les nombreuses réactions médiatiques et politiques, le GRIP a décidé d'étoffer le contenu de cette Note d'Analyse dans le présent Rapport, lequel remplace la publication précédente.

**Maria Camello**

# **EXPORTATIONS D'ARMES AU MAGHREB :**

**Quelle conformité  
avec la Position commune ?**

# TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	3
L'ALGÉRIE : CHAMPION DES IMPORTATIONS D'ARMES EN AFRIQUE	6
LE MAROC : DEUXIÈME IMPORTATEUR D'ARMES EN AFRIQUE	16
LA TUNISIE ET LES LENDEMAINS INCERTAINS DE LA RÉVOLUTION DE JASMIN	24
CONCLUSION	30

# INTRODUCTION

---

Le Maghreb est aujourd'hui une destination non négligeable des exportations d'armements conventionnels. D'après les données du *Stockholm International Peace Research Institute* (SIPRI)<sup>1</sup>, l'Algérie et le Maroc sont en effet les principaux importateurs d'armes du continent africain<sup>2</sup>. L'Algérie a notamment été le 7<sup>e</sup> plus grand importateur d'armes conventionnelles au monde entre 2012 et 2017<sup>3</sup>. On constate également que sur la même période, les importations algériennes d'équipements militaires ont constitué 3,7 % des exportations au niveau mondial et 52 % au niveau du continent africain<sup>4</sup>. De son côté, le Maroc apparaît en 30<sup>e</sup> position du classement mondial avec 0,9 % des importations, ce qui représente 12 % des livraisons d'armes en Afrique. Étant donné les limites de leurs capacités de production domestique, ces pays représentent actuellement un marché important pour les armes chinoises, russes, américaines et européennes.

Les transferts d'armes autorisés par les États membres de l'Union européenne (UE) à destination du Maroc et de l'Algérie retiennent ici plus spécifiquement l'attention. On peut d'emblée relever que ces livraisons d'armes vers le Maghreb s'inscrivent dans le cadre plus large de l'émergence d'un agenda commun entre les chancelleries du Vieux Continent et celles des États voisins du sud de la Méditerranée. On y trouve notamment des dossiers économiques, migratoires, portant sur la lutte contre le terrorisme, ainsi que les trafics illégaux. Ainsi, on peut concevoir que les transferts d'armes vers l'Algérie, le Maroc et la Tunisie participent, d'une part, à une forme d'externalisation des politiques sécuritaires de l'UE et de ses États membres et, d'autre part, à une volonté partagée par les pays du Maghreb de renforcer la coopération dans le domaine de la défense et de la sécurité.

Entre 2012 et 2016<sup>5</sup>, les États membres de l'UE ont octroyé un total de 2 124 licences d'exportation à destination du Maghreb pour une valeur maximale de 11,8 milliards d'euros, et ont opposé 17 refus (soit 0,8 % du total des licences considérées). Lors de cette période, les critères 1, 2, 3 et 7 de la Position commune ont été les plus fréquemment invoqués pour justifier un refus de licence ont été les critères. Ils portent respectivement sur le respect des obligations internationales (1), le respect des droits humains et du droit humanitaire international (2), la situation interne au sein du pays de destination (3) et le risque de détournement (7).

---

1. WEZEMAN Pieter et al. *SIPRI Fact Sheet: Trends in International Arms Transfers 2017*, SIPRI, 2018.

2. Dans le cadre de ses rapports annuels sur les exportations européennes d'armements, l'UE classe l'Égypte dans la région Moyen-Orient, et définit l'Afrique du Nord comme incluant le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye. Voir : Conseil de l'Union européenne, *19<sup>e</sup> rapport annuel établi en application de l'article 8, paragraphe 2, de la position commune 2008/944/PESC du Conseil définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires*, 14 février 2018.

3. Précédée par l'Inde, l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis, la Chine et l'Australie.

4. WEZEMAN Pieter et al., *op. cit.*

5. Le dernier rapport du COARM reprend les chiffres de 2016. Les données portant sur les licences d'exportation et leur valeur pour l'année 2017 n'ont pas été publiées au moment d'écrire ce rapport. Voir : Conseil de l'Union européenne, *19<sup>e</sup> rapport annuel, op. cit.*, 14 février 2018.

## Encadré 1

### La Position commune 2008/944/PESC et son Guide d'utilisation

Afin d'encadrer les exportations de matériels de guerre et autres matériels assimilés, l'UE s'est dotée de deux instruments uniques intimement liés, à savoir la Position commune<sup>6</sup> (depuis décembre 2008) et son Guide d'utilisation<sup>7</sup> (depuis 2015). Ensemble, ces documents dressent une liste de facteurs à prendre en considération lors de l'évaluation des demandes d'autorisation pour l'exportation d'armes. Le but est de fournir un cadre pour la vérification des risques liés à une utilisation non anticipée des équipements militaires dont l'exportation est envisagée. Le Conseil de l'UE établit que la Position commune a permis « d'instaurer des normes communes élevées qui seront considérées comme le minimum en matière de gestion et de modération dans le domaine des transferts de technologies et d'équipements militaires.<sup>8</sup> » Par l'instauration de normes communes et de mécanismes d'échange d'information, l'adoption de la Position commune traduit en principe la volonté des États membres de renforcer leur coopération et d'harmoniser leurs politiques dans ce domaine.

Aux regards des normes ainsi proclamées, les autorités nationales des États membres chargées de l'octroi ou du refus des licences doivent analyser la situation dans le pays de destination, son comportement et ses antécédents en matière de droit international et humanitaire sur la base de huit critères théoriquement contraignants. La Position commune prévoit qu'un État membre n'est pas autorisé à exporter si le pays destinataire :

- ne respecte pas ses engagements internationaux (critère 1);
- ne respecte pas les droits de l'homme et le droit international humanitaire (critère 2);
- s'il est confronté à des situations d'instabilité ou de conflit interne (critère 3);
- s'il existe un risque de rupture de la paix régionale ou internationale (critère 4);
- si l'exportation peut représenter une menace pour la sécurité du pays exportateur ou pour celle des États alliés (critère 5);
- si le pays acheteur soutient des activités terroristes (critère 6);
- s'il existe un risque de détournement du matériel exporté (critère 7);
- si l'achat programmé pourrait mettre en difficulté le développement durable du pays destinataire (critère 8).

L'analyse des objectifs et de ces critères d'évaluation permet d'identifier les valeurs fondamentales promues par l'Union, non seulement au sein de son propre territoire, mais aussi dans ses actions extérieures. En effet, à l'aide de ce dispositif, l'UE cherche à éviter que les armes exportées par ses États membres soient utilisées à l'encontre des obligations internationales, pour provoquer une rupture de la paix ou pour commettre des violations des droits humains.

6. Conseil de l'Union européenne, Position commune 2008/944/PESC, 8 décembre 2008.

7. Conseil de l'Union européenne, Guide d'utilisation de la Position commune 2008/944/PESC, 20 juillet 2015.

8. Conseil de l'Union européenne, Position commune 2008/944/PESC, du 8 décembre 2008, troisième considérant.

Les principaux exportateurs d'armements européens à destination du Maghreb pour cette période ont été la France, l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Espagne<sup>9</sup>. Le matériel de défense vendu par les États membres à destination de l'Algérie, du Maroc et de la Tunisie comportait essentiellement des véhicules et chars de combat, des dispositifs explosifs, du matériel de tir, des munitions, des navires et des aéronefs<sup>10</sup>.

Ce rapport étudie les dynamiques des exportations d'armes des États membres de l'UE entre 2012 et 2017 vers le Maroc, l'Algérie et la Tunisie. Le choix de la période retenue est motivé par la fin des contestations populaires du « Printemps arabe » (2012) et par les dernières données disponibles reprenant les chiffres des livraisons d'armes conventionnelles en 2017<sup>11</sup>. La Libye a été exclue de cette analyse en raison du conflit interne qui sévit dans le pays depuis 2011, notamment des embargos sur les armes imposés par les Nations unies et l'UE cette même année<sup>12</sup>.

Les trois cas à l'étude sont analysés sur la base de cinq des huit critères de la Position commune considérés ici comme étant les plus significatifs au regard des événements historiques, sociaux et politiques qui ont marqué l'évolution de ces pays lors des six dernières années. Il s'agit d'abord du deuxième critère relatif au respect des droits humains et du droit international humanitaire. Le texte traite ensuite conjointement les critères 3 et 4 qui couvrent les enjeux liés à la stabilité interne et régionale. C'est ensuite le critère 6 se rapportant aux comportements du pays par rapport au droit international qui est abordé. Enfin, le critère 7, qui évalue le risque de détournement du matériel militaire exporté est à son tour considéré. Le rapport souligne que l'interprétation qui continue d'être faite de ces critères par les États membres de l'UE n'est pas suffisamment restrictive au regard des risques constatés dans les pays à étude.

---

9. CAAT, « EU Arms Exports », *Caat.org*. Consultée le 9 août 2018.

10. SIPRI, « Trade Registers Database », *Sipri.org*. Consultée le 9 août 2018.

11. Le rapport se fonde en partie sur les données rendues disponibles par le SIPRI sur une autre de ses bases de données : voir SIPRI, « Arms Transfers Database », *Sipri.org*. Consultée le 9 août 2018.

12. Conseil de sécurité de l'ONU, *Résolution 1970*, 26 février 2011 et Conseil de l'Union européenne, *Décision 2011/137/PESC*, 28 février 2011.

# L'ALGÉRIE : CHAMPION DES IMPORTATIONS D'ARMES EN AFRIQUE

---

Au lendemain de l'indépendance du pays en 1962, l'armée algérienne s'est imposée comme étant l'acteur dominant sur la scène politique nationale<sup>13</sup>. Cette dimension explique en partie la priorité accordée au secteur de la défense dans les décisions budgétaires<sup>14</sup>. Toutefois, le pays a aussi connu des contextes qui ont favorisé l'accroissement des budgets militaires, particulièrement ceux consacrés à l'achat d'armement. Il s'agit d'abord d'un conflit, soit la guerre civile algérienne (1990-2000) qui a vu s'opposer les autorités nationales à des groupes islamistes armés. Il s'agit ensuite des besoins de modernisation de l'arsenal militaire du fait de son vieillissement ou de son inadéquation partielle aux nouveaux défis sécuritaires. Cette dimension s'est trouvée accentuée par le fait que le pays a été soumis à un embargo sur les armes imposé par les États-Unis et plusieurs pays européens durant les années 1990 en raison précisément de la guerre civile<sup>15</sup>. Depuis le tournant du millénaire, Alger a cependant saisi l'occasion d'inscrire ses troubles internes dans le combat plus global de lutte contre le terrorisme engageant notamment Washington et ses alliés. La manœuvre a progressivement mené à partir de 2004 à une reprise plus vigoureuse des importations d'armes en provenance des pays occidentaux favorables à cette lecture politique<sup>16</sup>.

Avec un budget de défense de 8,6 milliards d'euros en 2017<sup>17</sup>, l'Algérie s'impose sur le continent comme le pays africain consacrant le plus de ressources financières aux activités militaires<sup>18</sup>. Ses dépenses en la matière sont principalement soutenues par les revenus issus de la manne pétrolière et gazière qui lui permettent d'effectuer des investissements notables et durables, notamment en matière d'acquisition d'armements<sup>19</sup>.

- 
13. NEMAR Radidja, « Au-delà des casernes : le rôle de l'armée en Algérie », *Les Cahiers d'Orient*, Centre d'études et de recherche sur le Proche-Orient, 2010.
  14. LUTZ Fanny, « Une décennie de frénésie militaire - Dépenses militaires au Moyen-Orient et en Afrique du Nord », *Note d'Analyse du GRIP*, 26 février 2013.
  15. *Ibid.*
  16. RAVENEL Bernard, « L'Algérie, entre les États-Unis et la France », *Les études de Damocles/CDRPC*, Lyon, 2000.
  17. « The Military Balance 2018: the annual assessment of global military capabilities and defence economics », *The International Institute for Strategic Studies*, IISS, février 2018.
  18. Les données sur les budgets de défense des États africains sont disponibles sur : « The Military Balance 2018: the annual assessment of global military capabilities and defence economics », *The International Institute for Strategic Studies*, IISS, février 2018.
  19. « The Future of the Algerian Defence Industry - Market Attractiveness, Competitive Landscape and Forecasts to 2023 », *Strategic Defence Intelligence*, 2018.

Entre 2008 et 2017, la poursuite d'une ambition d'hégémonie régionale<sup>20</sup> et la résurgence sous de nouvelles formes de la menace terroriste islamiste en Afrique du Nord et dans le Sahel (par rapport au contexte de la guerre civile) se sont révélées des facteurs stimulant les dépenses militaires.

On note par ailleurs qu'en ce qui concerne la conception et la production d'équipements militaires, les capacités du pays demeurent faibles et encore peu concurrentielles sur de nombreux segments<sup>21</sup>. Cette situation explique la forte dépendance du pays à des approvisionnements extérieurs et la volonté de diversifier les États producteurs pour justement ne pas trop dépendre d'une seule source. Toutefois, si l'industrie militaire algérienne se limitait jusqu'à récemment à la production sous licence de fusils d'assaut (notamment des Kalachnikovs AKM<sup>22</sup>) et de lance-roquettes de conception russe ou chinoise, le pays entend désormais développer ses capacités de production en attirant des investisseurs étrangers. Tirant profit du mécanisme des *offsets* (ou bénéfices compensatoires) qui permet d'associer à la conclusion des contrats d'armement des transferts de technologies et de capacités de production, le gouvernement algérien a mis en place une stratégie d'acquisition faisant la part belle aux partenariats industriels, commerciaux et technologiques avec la plupart des États l'approvisionnant en matériel militaire. Cette logique concerne évidemment des membres de l'UE (dont l'Allemagne, le Royaume-Uni, l'Italie ou encore les Pays-Bas, par exemple)<sup>23</sup>.

Ainsi, en 2012, la société nationale algérienne de véhicules industriels (SNVI) a conclu un accord de partenariat avec l'entreprise allemande *Mercedes-Benz* afin de produire des véhicules de transport militaire en territoire algérien<sup>24</sup>. Un projet similaire a été mis en œuvre la même année en collaboration avec la compagnie allemande *Rheinmetall* pour la construction d'une nouvelle usine où plus de 900 véhicules blindés de type *Fuchs* seront construits<sup>25</sup>. Un autre exemple de cette politique est l'accord signé entre le ministère algérien de la Défense et le groupe italien *Leonardo-Finmeccanica* portant sur la production conjointe d'hélicoptères *Agusta Westland* près de la ville algérienne de Sétif<sup>26</sup>.

---

20. CHENA Salim, « Portée et limites de l'hégémonie algérienne dans l'aire sahélo-maghrébine », *Hérodote*, vol. 142, n° 3, 2011, p. 108-124.

21. AMMOUR Laurence Aïda, « Évolution de la politique de défense algérienne », *Bulletin de documentation*, Centre français de recherche sur le renseignement, n° 7, 2013.

22. « AKM Kalashnikov [Dotation] », *ForcesDZ*, Forum, 28 mars 2012.

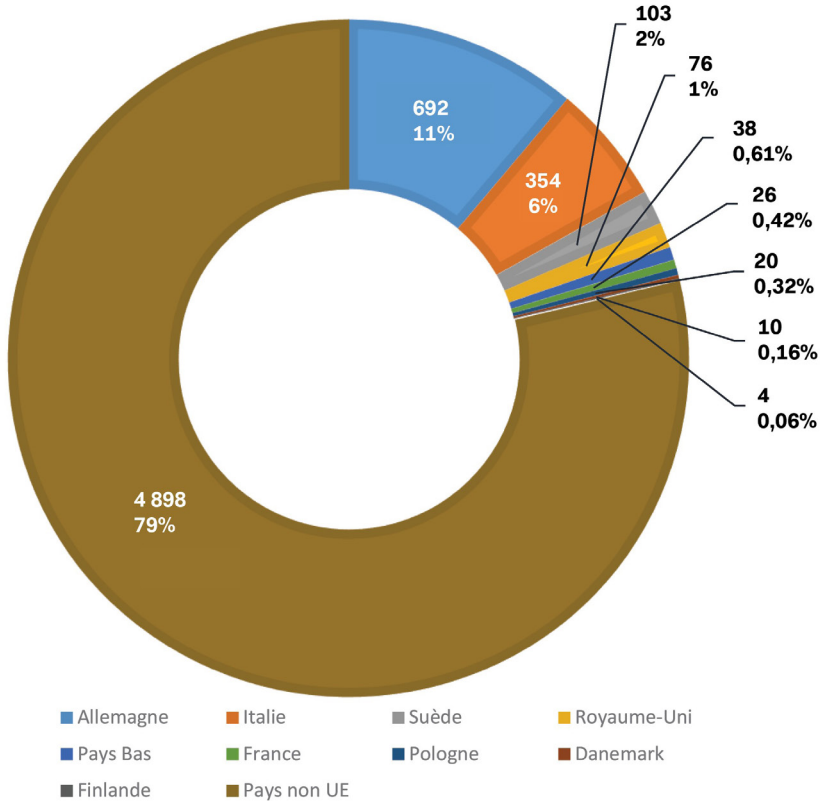
23. « Entretien radio avec le général major Rachid Chouaki », directeur des industries militaire au ministère algérien de la Défense, *Radio Algérie*, 25 janvier 2018.

24. AMMOUR Laurence Aïda, *op. cit.*

25. *Ibid.*

26. « Leonardo-Finmeccanica comments on Algerian helicopter venture », *Defenceweb*, 12 septembre 2016.

**Graphique 1. Valeurs en TIV et parts en pourcentages des fournisseurs de systèmes d'armes majeurs à l'Algérie dans le total de ses importations militaires entre 2012 et 2017**



Source : D'après la base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, 2018. Données exprimées en TIV (Trend Indicator Value).

Le graphique 1 montre que, entre 2012 et 2017, les ventes d'armes des États membres de l'UE ont représenté 20 % du total des importations d'armes par l'Algérie. D'après la base de données du SIPRI sur les transferts d'armes<sup>27</sup>, en 2016, la marine algérienne a reçu la seconde des deux frégates *MEKO A-200* commandées en 2012 à la société allemande *ThyssenKrupp Marine Systems* (TKMS). Durant la même période, Alger a également acheté six hélicoptères *Super Lynx 300* à l'entreprise britannique *AgustaWestland*, division du groupe italien *Leonardo*. Entre 2015 et 2016, les forces algériennes ont également reçu trois radars de recherche aérienne *SMART* provenant de *NL Thales* aux Pays-Bas. Le tableau 1 ci-après présente tous les transferts d'armes des pays membres de l'UE à l'Algérie enregistrés par le SIPRI dans la période étudiée.

27. SIPRI, « Trade Registers Database », *Sipri.org*. Consultée le 9 août 2018.

**Tableau 1. Transferts d'armes majeures des États membres de l'UE à destination de l'Algérie entre 2012 et 2017**

Fournisseur	Quantité	Description de l'arme	Année de la commande	Année de livraison
Allemagne	54	APC Tpz1 Fuchs	2011	2013-2014
	2	Frégate MEKO A200	2012	2016
	(12)	Moteur diesel MTU 1163	(2012)	2015-2016
	926	APC Tpz1 Fuchs	(2014)	2014-2017
Danemark	2	Radar de recherche air/mer Scanter 6000	2012	2014-2015
Finlande	2	Moteur diesel W12	2011	2014
France	2	Sonar ASW UMS-4110	2012	2016
	(3)	Sonar ASW FLASH	(2014)	2016
	(25)	SAM ASTER 15	(2011)	2014
Italie	(14)	Hélicoptère AW139	(2011)	2013-2015
	1	AALS BDSL	2011	2014
	(2)	Canon naval 127/64LW	2012	2016
	(8)	Hélicoptère AW119 Koala	(2012)	2013
	6	Radar AGS T200	(2012)	2013-2014
	(50)	Torpille ASW MU90 IMPACT	2013	2016
	1	Navire MCMV 2010	2014	2017
	1	Radar de recherche aérienne SMART	2013	2015-2016
Pays-Bas	1	Radar de recherche aérienne SMART	2013	2015-2016
Pologne	(8)	Hélicoptère W3 Sokol	(2011)	2014
Royaume uni	4	Hélicoptère Super Lynx 300	2007	2010-2012
	6	Hélicoptère Super Lynx 100	2012	2015-2016
Suède	4	Radar de conduite de tir CEROS 200	(2012)	2016
	2	Radar de recherche aérienne	(2012)	2016
	(65)	Girafe AMB Antinavire RBS15 Mk3	(2012)	2016

Source : D'après la base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, 2018.

## Conformité des exportations à destination de l'Algérie au regard de la Position commune

Comme mentionné précédemment, dans le cas d'une vente d'armes européennes à destination de l'Algérie, cinq critères sur les huit s'imposeraient en principe lors du processus de prise de décision par les autorités en charge des licences d'exportation de matériel militaire. Les critères 2, 3, 4, 6 et 7 permettent d'évaluer le risque de réaliser des exportations d'armes à Alger tout en prenant compte des événements historiques, sociaux et politiques qui ont marqué l'évolution de l'État algérien lors des six dernières années. Ces critères sont donc analysés en détail afin d'établir le degré de flexibilité dont font preuve les États membres dans leur prise de décision au moment d'autoriser des ventes d'armes vers l'Algérie.

### **Deuxième critère : « respect des droits de l'homme dans le pays de destination finale et respect du droit humanitaire international par ce pays »**

Au cours des dernières années, des organisations telles qu'*Amnesty International* ou *Human Rights Watch* ont dénoncé les atteintes aux droits fondamentaux commises par des autorités algériennes. Ces dernières ont accepté en 2016 des amendements à la Constitution garantissant la liberté d'expression, de réunion et d'association. Cependant, dans la pratique, ces droits sont toujours menacés par le gouvernement qui continue d'interdire des rassemblements et des manifestations et de poursuivre en justice les journalistes et citoyens critiques du pouvoir<sup>28</sup>. Au mois de janvier 2018, les nouvelles mesures d'austérité annoncées par le président Bouteflika ont déclenché des protestations et des grèves, notamment dans les régions du nord de la Kabylie et de Chaouia<sup>29</sup>. Des affrontements ont eu lieu entre les forces de l'ordre et les manifestants. Ces contestations ont cependant été moins importantes que les troubles que l'Algérie a connus pendant le « Printemps arabe »<sup>30</sup>. En effet, la contestation populaire de février 2011 ayant vainement plaidé pour des changements institutionnels significatifs a été marquée par des émeutes et des manifestations de grande ampleur<sup>31</sup>. De plus, l'Algérie a continué de refuser l'entrée sur son territoire des organisations internationales et des rapporteurs spéciaux de l'ONU œuvrant à la protection des droits humains<sup>32</sup>. Ce qui remet en cause l'engagement de l'État algérien à respecter les droits de l'homme et le travail des envoyés onusiens.

### **Troisième critère : « situation intérieure dans le pays de destination finale » (existence de tensions ou de conflits armés)**

Plusieurs des ingrédients qui ont mené à un changement de régime dans des pays voisins semblaient être réunis en Algérie : difficulté des partis politiques d'opposition

28. « Rapport mondial 2017 », *Human Rights Watch*, 2016.

29. « Algeria 2017-2018 », *Amnesty International*, 2018.

30. *Ibid.*

31. BENNADJI Chérif, « Algérie 2010 : l'année des mille et une émeutes », *L'Année du Maghreb*, VII, 2011, 263-269.

32. « Algeria 2017-2018 », *Amnesty International*, 2018.

à exister du fait du pouvoir en place, taux élevé de chômage, corruption endémique et dépendance économique envers les exportations d'hydrocarbures. Cependant, ces facteurs n'ont pas concouru au déclenchement d'un mouvement en mesure d'engendrer un changement institutionnel<sup>33</sup>.

Rétrospectivement, on peut considérer les émeutes d'octobre 1988 comme une sorte de « printemps » ayant mené à l'instauration du multipartisme et à des réformes économiques importantes. Néanmoins, la victoire du Front islamique du salut (FIS)<sup>34</sup> lors des élections de 1991, l'annulation du scrutin par l'armée algérienne et la montée en puissance des groupes terroristes ont par la suite fait sombrer le pays dans le chaos et la violence<sup>35</sup>.

Actuellement, la situation est ambivalente. D'une part, la guerre civile qui a suivi dans les années 1990 reste encore présente dans les esprits des Algériens qui, selon le journaliste algérien Akram Belkaid, « ne connaissent que trop le prix excessif d'une transition démocratique ratée ou avortée<sup>36</sup> ». D'autre part, la jeunesse du pays<sup>37</sup>, n'ayant pas connu cette décennie noire, pourrait lancer un mouvement de contestation afin de dénoncer les injustices qui frappent actuellement la société algérienne. En outre, malgré la fin des affrontements qui ont caractérisé ces années noires, la menace terroriste n'a jamais totalement disparu, notamment en Kabylie et dans le sud du pays.

#### **Quatrième critère : « préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales »**

Bien qu'elle ne soit pas directement menacée, l'Algérie reste attentive au développement du conflit au Mali, à l'évolution de la situation d'instabilité en Libye, aux conséquences du « Printemps arabe » en Tunisie et à la menace que font peser des groupes terroristes que sont Al-Qaïda et l'État islamique dans la région. Ces défis sont aggravés par la porosité des frontières orientales et méridionales du pays. Ils expliquent en grande partie les priorités sécuritaires et stratégiques algériennes, soit la lutte contre le terrorisme et le trafic illicite, la sécurité nationale et la stabilité interne<sup>38</sup>.

Un autre facteur-clé dans les dynamiques entre pays maghrébins influençant le niveau de militarisation de l'Algérie est sa rivalité historique avec le Royaume du Maroc. En effet, depuis des décennies la relation entre les deux États se caractérise par une hostilité politique constante ayant, entre autres, pour toile de fond la question du Sahara occidental.

---

33. « Pourquoi l'Algérie est restée à l'écart du printemps arabe », *Les Échos*, 19 décembre 2012.

34. Formation politique algérienne fondée en février 1989 militant pour la création d'un État islamique.

35. BELKAÏD Akram, « Les soulèvements arabes, entre espoirs et désenchantements : L'Algérie, une exception en marge du Printemps arabe ? » *Les Cahiers d'Orient*, Centre d'études et de recherches sur le Proche-Orient, 2012/13.

36. *Ibid.*

37. Avec une moyenne d'âge de 27 ans, l'Algérie constitue l'un des pays les plus jeunes au monde. Cependant, le chômage, les difficultés à trouver un logement, la corruption et la marginalisation, justifient entre autres le manque de confiance de la jeunesse algérienne envers les institutions nationales actuelles. Pour en savoir plus : ABDELHAMID Hamza, « L'Algérie va mal : mais où est sa jeunesse ? », *Journalisme et Opinion*, 24 mai 2017.

38. BOULANGER MARTEL Simon Pierre, « Transferts d'armes vers l'Afrique du Nord : Entre intérêts économiques et impératifs sécuritaires », *Note d'Analyse du GRIP*, 26 mars 2014, Bruxelles.

Ce territoire est considéré comme faisant partie intégrante du Maroc par Rabat, mais comme un État indépendant par Alger et par l'Union africaine (UA). Cependant, l'adhésion du Royaume à l'UA le 30 janvier 2017 et le retrait de la reconnaissance de la République arabe sahraouie démocratique (RASD) par plusieurs États africains ont affaibli la position algérienne au sein de l'organisation<sup>39</sup>. La RASD, dont l'adhésion à l'Organisation de l'Union africaine avait, en 1984, justifié le retrait du Maroc, reste aujourd'hui membre de plein droit de l'UA. En outre, le Maroc continue d'occuper<sup>40</sup> la plus grande partie du Sahara occidental où une force de l'ONU, la MINURSO, entame sa 28<sup>e</sup> année de mission.

## Encadré 2

### La question du Sahara occidental

Le conflit du Sahara occidental commence au début des années 1960, lorsque l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations unies (ONU) se prononce au sujet de la décolonisation en Afrique. En dépit de l'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice (CIJ) émis en octobre 1975<sup>41</sup>, l'Espagne (puissance coloniale) décide de mettre fin à son contrôle sur cette région et cède le territoire au Maroc et à la Mauritanie lors des Accords de Madrid<sup>42</sup>. Le 6 novembre 1975, dès le départ des Espagnols, le roi du Maroc Hassan II organise la « Marche verte » qui voit un cortège de 350 000 citoyens marocains soutenus par les forces armées prendre le contrôle des territoires sahraouis. Des bombardements au napalm et au phosphore blanc de l'aviation marocaine contre des civils sahraouis obligent une grande partie de la population sahraouie à prendre le chemin de l'exil<sup>43</sup>. Elle trouve refuge dans la région frontalière de la Hamada, dans le Sahara algérien. De son côté, la Mauritanie prend également le contrôle de la partie du territoire cédée par l'Espagne (elle s'en retire en 1979). En 1976, le Front Polisario (Front populaire de libération de la Saguia el Hamra et du rio de Oro), mouvement initialement créé pour lutter contre l'occupation espagnole, proclame la République arabe sahraouie démocratique (RASD) en exil au Sahara algérien. Au lendemain du départ des dernières troupes espagnoles, le Maroc se voit confronté à une guérilla sahraouie luttant en faveur de l'indépendance.

Afin d'arrêter les hostilités entre le Maroc et le Front Polisario, l'ONU et l'Organisation de l'unité africaine proposent en 1991 un cessez-le-feu et la mise en place d'un référendum d'autodétermination. La proposition est acceptée par les deux parties. Ainsi, le 29 avril 1991,

39. « Le Maroc : la reconquête de l'Union africaine », *Courrier international*, 2016.

40. « Le Règlement de La Haye de 1907 concernant les lois et coutumes de la guerre sur terre stipule qu'un territoire est occupé lorsqu'il est placé de fait sous l'autorité de l'armée ennemie. L'occupation s'étend seulement au territoire où une telle autorité a été établie et est en mesure de s'exercer. Le Maroc est une puissance occupante sur approximativement 85 % du territoire du Sahara occidental, puisqu'il y exerce le contrôle militaire ». KOURY, Stéphanie, « L'obligation de non-reconnaissance de la Communauté européenne et de ses États membres au regard de l'accord d'association CE-Maroc : responsabilité étatique et droit international coutumier » dans ARTS, Katrin, CHAPAUX, Vincent et PINTO LEITE, Pedro, *Le droit international et la question du Sahara occidental*, Potro, IPJET, 2009, p. 172

41. L'Avis consultatif de la Cour internationale de Justice 16/10/1975 concluait que « les éléments et renseignements portés à sa connaissance n'établissent l'existence d'aucun lien de souveraineté territoriale entre le territoire du Sahara occidental d'une part, le Royaume du Maroc ou l'ensemble mauritanien d'autre part ». Voir sur : Cour internationale de justice, *Sahara occidental, Avis de la Cour internationale de Justice 16/10/1975, 16 octobre 1975*.

42. Les Accords de Madrid étaient en totale contradiction avec les résolutions 1541 et 1514 de l'Assemblée générale de l'ONU et avec l'avis de la CIJ. Ceux-ci ont été alors considérés comme dépourvus de force légale. Par conséquent, l'invasion du territoire sahraoui de la part de la Mauritanie et du Royaume du Maroc a été déclarée illégale et nulle. ARTS, Katrin, *op. cit.*

43. CAMBRÉZY Luc (dir.) ; LASSAILLY-JACOB Véronique (dir.). *Populations réfugiées : De l'exil au retour*. IRD Éditions, Marseille, 2001.

l'ONU déploie une mission sur le territoire, la MINURSO (Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental), afin de veiller au respect du cessez-le-feu et d'organiser le référendum d'autodétermination. Malgré l'accord des deux parties, cette initiative des Nations unies n'a pas permis d'organiser le référendum (notamment, faute d'accord sur la population appelée aux urnes) ni n'a mis fin aux crispations entre le Royaume et le Front Polisario. Par ailleurs, le conflit du Sahara occidental est également au cœur des tensions entre le Maroc et l'Algérie. Cette dernière soutient la lutte du peuple sahraoui au nom d'une posture anticolonialiste et du droit à l'autodétermination des peuples. Aujourd'hui, le Maroc occupe environ 80 % du territoire, tandis que le Front Polisario en contrôle, depuis l'exil au Sahara algérien, 20 %. Dans le processus de négociation entre les parties concernées et sous l'égide de l'ONU, le Maroc a présenté en 2007 un Plan d'autonomie pour les provinces dites « du sud », cependant, une grande partie de la communauté internationale soutient toujours l'organisation du référendum d'autodétermination du peuple sahraoui comme solution légitime au conflit<sup>44</sup>.

Le 30 janvier 2017, trente-deux ans après s'être retiré de l'Organisation de l'Unité africaine (OUA) à la suite de l'adhésion de la RASD, le Maroc a intégré l'Union africaine (UA)<sup>45</sup>. Ceci malgré le fait qu'il demandait la suspension de la RASD, l'un des membres de l'organisation. Néanmoins, la nomination de Horst Köhler en tant que nouvel Envoyé spécial de l'ONU pour le Sahara occidental en août 2017<sup>46</sup> semble avoir ouvert un nouvel espace de dialogue pour la résolution du conflit du Sahara occidental<sup>47</sup>.

### **Sixième critère : « comportement du pays acheteur à l'égard de la communauté internationale, et notamment son attitude envers le terrorisme, la nature de ses alliances et le respect du droit international »**

Depuis 1975, dans le cadre plus vaste du conflit relatif au Sahara occidental, l'Algérie autorise le Front Polisario (Front populaire de libération de la Saguia el Hamra et du Rio de Oro, mouvement contestant la domination marocaine sur ce territoire) à administrer dans le sud désertique du pays des camps de réfugiés sahraouis. Toutefois, l'Office antifraude de l'UE (OLAF) a signalé à plusieurs reprises l'existence de cas de détournement de l'aide humanitaire accordée aux réfugiés sahraouis et accuse Alger et le Front Polisario d'être derrière cette fraude massive<sup>48</sup>. Le rapport de l'OLAF a également révélé que les aliments de bonne qualité destinés aux réfugiés sont remplacés par un équivalent de moindre qualité pour être revendus, et que les produits d'un élevage de volailles financé par l'aide internationale sont vendus et non donnés aux réfugiés<sup>49</sup>.

44. Lire plus sur ARTS, Katrin, *op. cit.*

45. PRABONNAUD Frédérique, « Les enjeux du retour du Maroc dans l'Union Africaine », HuffPost Maghreb, 30 janvier 2017.

46. Secrétaire général des Nations unies, « Secretary-General Appoints Horst Köhler of Germany Personal Envoy for Western Sahara », SG/A/1753-BIO/4998, 16 AOÛT 2017.

47. « U.N. invites Western Sahara parties for new talks in December », Reuters, 1er octobre 2018

48. « Bruxelles accuse Alger de détournements d'aide humanitaire », *Le Monde*, 21 janvier 2015.

49. *Ibid.*

Par ailleurs, en ce qui concerne les initiatives de transparence dans le commerce des armes, on peut remarquer que l'Algérie n'a jamais remis de rapport au Bureau des affaires de désarmement des Nations unies (UNODA)<sup>50</sup>.

Si ce type de rapport est loin de constituer une panacée en matière de transparence, leur absence rend plus difficile d'estimer la portée et les conséquences potentielles de ses importations d'armes. C'est d'autant plus le cas que l'Algérie (pas plus que le Maroc ou la Tunisie) n'est pas signataire du Traité sur le commerce des armes et n'est donc pas, là non plus, tenue de se plier aux mécanismes de transparence couverts par ce texte.

### **Septième critère : « risque de détournement de la technologie ou des équipements militaires ou de réexportation »**

Le cœur d'un éventuel problème au regard du critère considéré lors de l'analyse du cas algérien concerne à nouveau la relation avec le Royaume du Maroc. Les autorités algériennes ont réaffirmé en 2018 leur non-participation aux négociations directes entre le Maroc et le Front Polisario portant sur une éventuelle résolution du conflit au Sahara occidental<sup>51</sup>. L'Algérie a montré son soutien « indéfectible et non négociable »<sup>52</sup> à la cause sahraouie. Elle juge que le différend doit être réglé par application des dispositions du processus onusien. De son côté, le Maroc assure qu'en refusant de participer à part entière au dialogue, l'Algérie souhaite bloquer le processus de paix. D'après Rabat, Alger joue un rôle majeur dans la continuation du conflit du Sahara occidental, par exemple en fournissant des armes au Front Polisario<sup>53</sup>.

On note en effet que grâce au soutien de l'Algérie, mais aussi de la Libye, le Front Polisario s'est retrouvé doté d'un arsenal conséquent qu'il conserve en l'absence de règlement du conflit. L'Armée de libération du peuple sahraoui est principalement équipée d'armes de fabrication soviétique, offertes par l'Algérie. Mais, d'après l'article d'*Aquellas armas de guerra*, leurs arsenaux contiennent une grande variété de matériaux dont beaucoup ont été récupérés après leur retrait de l'Espagne, la Mauritanie (*Panhard AML*) ou même du Maroc (*Eland Mk7s*, *Ratel IFVs*, *AMX-13*, *SK-105 Kürassiers*)<sup>54</sup>. Certains ont été fabriqués en France, aux États-Unis, en Afrique du Sud, en Autriche, au Royaume-Uni et en Chine. L'Armée sahraouie dispose également de plusieurs unités blindées, composées de chars soviétiques (*T-55*, *T-62*), d'autres véhicules blindés plus modernes tels que les (*EE-9*, *BRDM-2*), de véhicules de combat d'infanterie (*BMP-1s*, *BTR-60*), de lance-roquettes multiples (*BM-21*) et d'autochenilles<sup>55</sup>. Elle possède aussi des missiles sol-air (missiles antiaériens tels que *SA-6*, *SA-7 Grail*, *SA-8 Gecko* et *SA-9 Gaskin*) qui ont abattu plusieurs avions de combat marocains *F-5* lors des affrontements directs entre 1976 et 1991.

50. UNODA, « Registre des armes classiques des Nations unies », *Bureau des affaires de désarmement des Nations unies*, 2015.

51. LOUADJ Kamal, « Alger n'en démord pas : l'Algérie ne participera pas aux négociations Rabat-Polisario », *Sputnik*, 12 septembre 2018.

52. *Ibid.*

53. *Ibid.*

54. « El Frente Polisario del Sáhara Occidental », *Aquellas armas de guerra*, 26 juillet 2013.

55. *Ibid.*

Au niveau régional, le territoire algérien est aujourd'hui parcouru de tensions non négligeables et un espace où prospère le trafic illicite des armes légères et de petit calibre. C'est une dynamique que les autorités du pays sont aussi suspectées de nourrir<sup>56</sup>. Au mois de mai 2018, le Maroc a suggéré une implication directe de l'Algérie dans un cas de livraison d'armes du Hezbollah (mouvement chiite libanais soutenu par l'Iran) au Front Polisario, qui aurait transité par le port d'Alger<sup>57</sup>. En effet, la contrebande de ce type d'armes est favorisée par la corruption, la porosité des frontières, la situation d'instabilité de certains pays de la région et par la propagation du terrorisme transnational. Par exemple, en Algérie, les cas de démantèlement des réseaux et des arrestations d'individus en possession d'armes à feu, notamment en provenance de France ou de Libye, sont fréquents<sup>58</sup>.

### *Premier bilan sur le cas des livraisons d'armes européennes à l'Algérie*

Dans le cas d'étude de l'Algérie, l'analyse du deuxième critère relatif au respect des droits humains ne révèle pas l'existence d'un risque élevé d'utilisation des équipements militaires exportés pour commettre des violations des droits fondamentaux ou du droit international humanitaire. Cependant, l'incapacité du gouvernement algérien à surmonter les problèmes sociaux actuels et l'insatisfaction croissante de la jeunesse pourraient être les signes annonciateurs d'une nouvelle révolte populaire. Ainsi, avant d'octroyer des licences d'exportation d'armes à l'Algérie, les États membres doivent prendre en considération le potentiel effet nocif de ces ventes et de l'accumulation constante d'armes dans l'actuel climat fragile régnant dans le pays. En effet, comme dans le cas des révolutions de 2011 dans autres pays arabes, ces armes pourraient servir pour commettre des actes de répression et de violation des droits humains.

De même, étant donné les vives tensions à ses frontières (relation conflictuelle avec le Maroc, instabilité de certains pays voisins comme le Mali ou la Libye, menace terroriste élevée), le quatrième critère de la Position commune est particulièrement pertinent dans le cas des exportations d'équipement et technologies européennes de défense vers l'Algérie. Les autorités exportatrices doivent garder à l'esprit que le matériel vendu pourrait contribuer à l'escalade des tensions dans la région du Maghreb, en particulier autour de l'axe Maroc-Algérie et de la question du Sahara occidental. Cette situation régionale instable devrait inciter les États membres de l'UE à rester attentifs au risque de détournement et à prendre les mesures nécessaires pour éviter que ceci ne se produise via, par exemple, la généralisation des certificats d'utilisateur final et utilisation finale dans les contrats d'exportation et des contrôles post exportation.

---

56. « Le trafic d'armes de petit calibre et d'armes légères prend de l'ampleur dans la région MENA (OSCE) », *Maghreb Emergent*, 2 novembre 2014.

57. BRAUN Vincent, « Quels sont les liens entre le Hezbollah et le Front Polisario ? », *La Libre Belgique*, 3 mai 2018.

58. RACHID, G., « Démantèlement d'un réseau de trafic d'armes à feu », *Liberté*, 10 février 2016.

# LE MAROC : DEUXIÈME IMPORTATEUR D'ARMES EN AFRIQUE

Depuis son indépendance en 1956, le Royaume du Maroc a dû faire face à plusieurs défis en matière de sécurité et de défense, notamment en ce qui concerne son intégrité territoriale. Le conflit du Sahara occidental représente, pour les autorités marocaines, l'une des plus grandes préoccupations en matière de défense. Rabat aurait ainsi déployé de 100 à 150 000 militaires et policiers dans les territoires touchés par le différend<sup>59</sup>. Ce conflit continue d'avoir des répercussions sur les relations internationales du pays. À l'heure actuelle, aucun État ne reconnaît la souveraineté du Maroc sur le Sahara occidental, territoire qu'il occupe donc depuis 1975. Malgré le cessez-le-feu décrété en 1991 et la présence d'une force onusienne de maintien de la paix, la MINURSO, les tensions persistent autour de cette question et demeurent au cœur des relations orageuses entre le Maroc et l'Algérie.

Ces dernières années, le budget marocain de la Défense a augmenté afin de moderniser et rééquiper ses forces armées, en partie en réponse aux contingences régionales actuelles en matière sécuritaire et de lutte antiterroriste. Selon le rapport publié par le SIPRI, *Trends in International Arms Transfers 2017*<sup>60</sup>, le Royaume du Maroc constitue le deuxième plus grand importateur d'armes en Afrique, juste derrière l'Algérie. Tout au long de la Guerre froide, période durant laquelle l'indépendance du Maroc a eu lieu, Rabat s'est rapprochée des puissances occidentales, ce qui lui a permis de jouir par la suite de bonnes relations avec les États-Unis et l'Union européenne. N'ayant pas d'industrie locale de production d'armement, le Royaume s'est tourné vers ses alliés occidentaux, notamment les États-Unis, la France et les Pays-Bas, afin d'acquérir des équipements militaires<sup>61</sup>.

Toutefois, dans le but de réduire ses dépenses en matière d'approvisionnement en armes, le Maroc souhaite depuis quelques années développer sa production nationale. Le Royaume négocie ainsi avec la Belgique, l'Espagne, la France, le Royaume-Uni ou encore les États-Unis pour lancer des coentreprises de fabrication d'armes sur son territoire<sup>62</sup>. La démarche passe par des mécanismes et des bénéfices compensatoires associés à l'achat d'armement. Un exemple de cette stratégie réside dans le projet de

59. VERDIER Marie, « Les « crimes de guerre » du Maroc au Sahara occidental », *La Croix*, 25 janvier 2018.

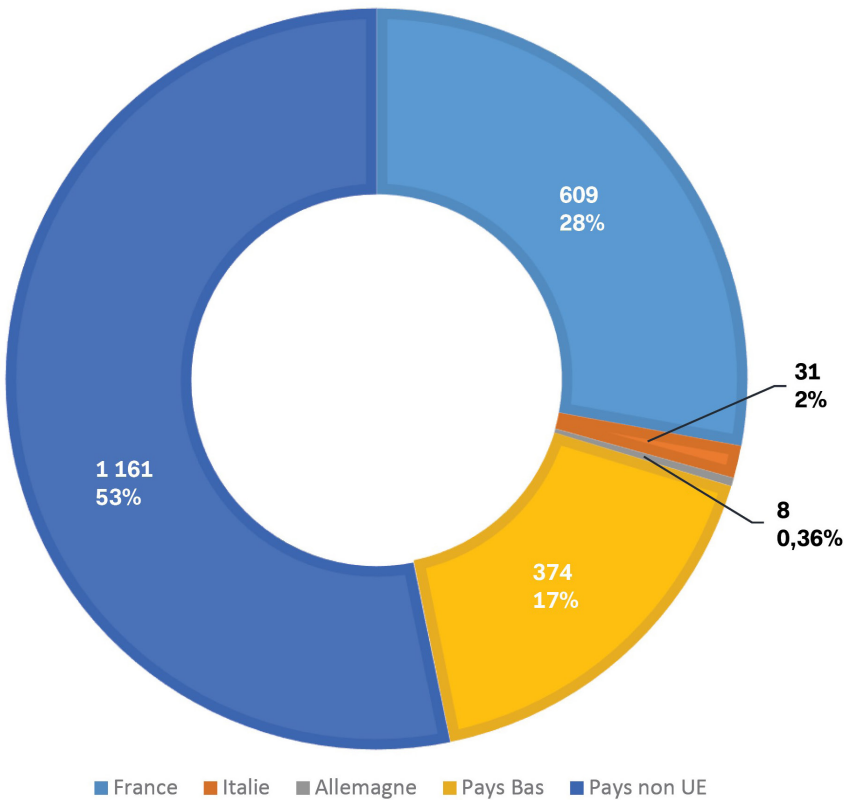
60. WEZEMAN Pieter et al., *op. cit.*

61. CORDESMAN Anthony H. et NERGUIZIAN Aram, « The North African Military Balance: Force Development and Regional challenges », *Centre for Strategic and International Studies*, Burke Chair in Strategy, 2010.

62. « Future of the Moroccan Defence Industry - Market Attractiveness, Competitive Landscape and Forecasts to 2022 », *Strategic Defence Intelligence*, 2017.

coopération industrielle conçu avec la société belgo-britannique *Mecar-Chemring*, une unité passée depuis 2014 dans le giron du groupe français *NEXTER Systems*, spécialisée dans la conception de systèmes d'armes terrestres et de munitions de moyen et de gros calibre<sup>63</sup>. La coentreprise marocaine, *MCR Technologies*, aura pour mandat de produire des munitions de petit calibre aux lourdes, soit celles allant des fusils mitrailleurs aux obus pour chars ou mortiers.

**Graphique 2. Valeurs en TIV et parts en pourcentages des fournisseurs de système d'armes majeurs au Maroc dans le total de ses importations militaires entre 2012 et 2017**



Source : D'après la base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, 2018.  
Données exprimées en TIV (Trend Indicator Value).

63. « Note au sujet du projet de création d'une industrie de défense au Maroc », Administration de la Défense nationale, Royaume du Maroc, 2012.

**Tableau 2. Transferts d'armes majeures des États membres de l'UE à destination du Maroc entre 2012 et 2017**

Fournisseur	Quantité	Description de l'arme	Année de la commande	Année de livraison
Allemagne	4	Moteur diesel MTU-4000	2008	2014
	6	Moteur diesel 20PA6	2008	2011-2012
France	(25)	ASTER15 SAAM	(2008)	2014
	1	Frégate FREMM	2008	2014
	(15)	MM40-3 Exocet	(2008)	2014
	(25)	MM40-3 Exocet	(2008)	2012-2013
		TSM-2633		
	3	TSM-2633 Spherion B ASW sonar	2008	2011-2012
	(3)	Radar de recherche aérienne Ground Master 400	2011	2013-2014
	2	Satellite Recce Helios 2	2013	2017-2018
	3	UAV	2014	2016
	1	Embarcation de débarquement LCT 50m	2015	
Italie	(50)	Torpille ASW MU90 IMPACT	(2008)	2011-2014
	1	Radar de conduit de tir Orion RTN 25X	2008	2014
	(5)	Canons de marine Super Rapid 76mm	2008	2011-2014
Pays-Bas	1	Frégate SIGMA 105	2008	2012
	2	Frégate SIGMA 90	2008	2011-2012

Source : D'après la base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, 2018.

Des entreprises européennes, telles *STELIA* (filiale du constructeur *Airbus*), *Safran* ou *Thales*, sont déjà implantées au Maroc dans le cadre du Plan d'accélération industrielle 2014-2020<sup>64</sup>.

L'industrie de la défense marocaine se spécialisera ainsi dans l'assemblage de composants mécaniques et électroniques pour le secteur de l'aéronautique, notamment pour la conception des avions KC390 et des hélicoptères de transport militaire<sup>65</sup>. Le Royaume du Maroc espère pouvoir également développer ses capacités de production de navires, de véhicules blindés légers et de transport de troupes en territoire national.

64. Royaume du Maroc, *Plan d'accélération industrielle 2014-2020*, Royaume du Maroc, ministère de l'Industrie, de l'Investissement, du Commerce et de l'Économie numérique, 2018.

65. « Sagem (Safran) signs agreement with Moroccan government to construct a new plant in the country », *Safran-group.com*, 30 septembre 2014.

Le graphique 2 montre que, entre 2012 et 2017, les ventes d'armes des pays membres de l'UE ont représenté 47 % du total des importations marocaines. Selon la base de données du SIPRI sur les transferts d'armes<sup>66</sup>, en 2014, la marine royale marocaine a reçu une frégate *FREMM* du constructeur français *Naval group* (ex-*DCNS*) et trois drones israéliens *IAI Heron TP* modifiés par la société française *Dassault*. De même, elle a reçu en 2012 une troisième frégate de classe *SIGMA* conçue par la société néerlandaise *Damen Schelde Naval Shipbuilding* (DSNS). En 2007, les autorités marocaines ont signé un contrat avec la société espagnole *Urovesa* pour l'achat de 1 200 véhicules de haute mobilité tactique (VAMTAC) et 800 camions militaires (châssis *Iveco*) de différents types<sup>67</sup>. Le tableau 2 reprend tous les transferts d'armes des pays membres de l'UE au Royaume du Maroc enregistrés par le SIPRI dans la période étudiée.

## Conformité des exportations à destination du Maroc au regard de la Position commune

Comme pour le cas algérien, au moins cinq critères de la Position commune doivent être pris en considération par l'institution chargée d'octroyer les licences d'exportation de ce type de matériel.

### **Deuxième critère : « respect des droits de l'homme dans le pays de destination finale et respect du droit humanitaire international par ce pays »**

Malgré des avancées dans le cadre du respect des droits humains<sup>68</sup>, on constate la persistance de violations des droits fondamentaux par les autorités marocaines, notamment dans les territoires occupés du Sahara occidental. De nombreux rapports, entre autres ceux de *Human Rights Watch* (HRW)<sup>69</sup> et d'*Amnesty International* (AI)<sup>70</sup>, mettent en évidence de graves violations des droits fondamentaux qui restent impunies.

---

66. SIPRI, « Trade Registers Database », *Sipri.org*. Consultée le 9 août 2018.

67. CEMBRERO Ignacio, GONZÁLEZ Miguel, « España vende a Rabat 1200 blindados como los usados en Afganistán », *El País*, 6 février 2007.

68. Ratification de conventions internationales en matière de droits de l'homme ; visites de la Haute Commissaire aux Droits de l'homme de l'ONU et de Rapporteurs spéciaux ; établissement de la loi sur les tribunaux spéciaux, qui met fin aux jugements de civils devant les tribunaux militaires ; lancement de la campagne de régularisation des migrants en situation irrégulière. Lire plus sur : « Rapport de Mission du REMDH La situation des droits de l'homme au Maroc et au Sahara occidental », *Réseau euro-méditerranéen des droits de l'homme*, 2015.

69. Morocco and Western Sahara, *Human Rights Watch*, 2018.

70. Maroc et le Sahara occidental 2017/2018, *Amnesty International*, 2018.

Des faits tels que la répression des manifestations du Rif<sup>71</sup> ou le procès du *Gdeim Izik*<sup>72</sup>, constituent des exemples de pratiques répressives violentes et disproportionnées au regard des normes internationales concernant la liberté de mouvement, la liberté d'expression et d'association, le droit à un procès équitable ou encore la sauvegarde des droits économiques, sociaux et culturels<sup>73</sup>. Les autorités marocaines imposent également des restrictions aux journalistes et organisations qui s'intéressent au Sahara occidental<sup>74</sup>. Des défenseurs étrangers des droits des Sahraouis sont régulièrement expulsés du territoire marocain, les composants civils de la MINURSO n'étant eux-mêmes pas non plus à l'abri de mesures similaires<sup>75</sup>.

### Troisième critère : « situation intérieure dans le pays de destination finale »

Aujourd'hui, le Sahara occidental est considéré par les Nations unies comme un « territoire non autonome<sup>76</sup> » et donc en attente de décolonisation. Cependant, étant donné qu'environ 80 % du territoire sahraoui est occupé et géré par le Maroc, certains pays membres de l'UE pourraient estimer que les tensions persistantes générées autour de la question sahraouie relèvent des affaires internes<sup>77</sup>. Dans ce cas-ci, le troisième critère de la Position commune prévoit l'opposition d'un refus d'autorisation si « les équipements militaires sont susceptibles de provoquer ou de prolonger des conflits armés ou d'aggraver des tensions ou des conflits existants dans le pays de destination finale ». Or, malgré la mise en place d'un cessez-le-feu accepté par le Maroc et le Front Polisario en 1991, cette initiative des Nations unies n'a pas entraîné de solution durable. Le climat continue d'être caractérisé par de vives tensions. La crise récente dans la région frontalière d'El Guerguerat<sup>78</sup> illustre la fragilité du cessez-le-feu. Vers la fin de l'année 2016, cette zone tampon administrée par l'ONU a failli connaître de nouveaux affrontements entre le Royaume et le Front Polisario.

71. Des manifestations de grande ampleur ont éclaté dans le Rif, au nord du Maroc, en décembre 2016 réclamant au gouvernement davantage d'emplois et d'infrastructures. Les contestations s'étaient succédé jusqu'au moment où, au printemps 2017, les autorités marocaines ont décidé de mettre un terme au mouvement en déployant dans la zone des milliers de policiers et militaires qui ont arrêté des centaines de personnes. En juin 2018, après huit mois de procès, les manifestants de 2016-2017 ont été condamnés à des peines allant jusqu'à vingt ans de prison. En savoir plus : « Au Maroc, dures peines pour les manifestants du Rif », *Le Monde*, 27 juin 2018.
72. Le 10 octobre 2010, 20 000 Sahraouis s'étaient installés dans un campement temporaire à Lâayoune afin de dénoncer les discriminations subies par le peuple sahraoui de la part du gouvernement marocain. Le 8 novembre 2010, les forces de sécurité du Royaume ont évacué le camp du *Gdeim Izik* de force. Des affrontements ont éclaté et 11 soldats marocains auraient trouvé la mort dans le camp. Une violente vague de répression s'en est suivie faisant 36 morts et des centaines de détenus parmi les Sahraouis. Des organisations pour la défense des droits humains continuent de se battre pour la liberté des 24 Sahraouis qui sont encore en prison. Depuis leur arrestation, ils ont été victimes d'arrestations et détentions arbitraires et de tortures, et leur droit à un procès équitable n'a pas non plus été respecté. En savoir plus : « Communication conjointe aux Rapporteurs spéciaux sur la torture et les peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, l'indépendance des juges et des avocats, la situation des défenseurs des droits de l'homme la promotion et la protection du droit à la liberté d'opinion et d'expression le droit de réunion pacifique et d'association », ACAT, 2017.
73. « Maroc et le Sahara occidental 2017/2018 », *Amnesty International*, 2018.
74. ACAT, *Op. Cit.*
75. « Sahara occidental : départ de plus de 80 membres de la mission de l'ONU expulsés », *RTBF*, 20 mars 2016 et « Maroc et Sahara occidental 2017/2018 », *Amnesty International*, 2018.
76. Organisation des Nations unies, *Liste des territoires non autonomes*.
77. POITEVIN Cédric, « Vendre des armes européennes au Maroc », sur CHAPAUX Vincent (dir.), *Sahara occidental : Quels recours juridictionnels pour les peuples sous domination étrangère ?* Bruylant, 2010.
78. « L'ONU appelle à la retenue pour calmer la tension entre le Maroc et le Sahara occidental », *Huffpost Maghreb*, 2018.

#### **Quatrième critère : « préservation de la paix, de la sécurité et de la stabilité régionales »**

Comme mentionné précédemment, la rivalité pour l'hégémonie régionale<sup>79</sup> est en grande partie à l'origine de la course aux armements qui oppose Rabat à Alger<sup>80</sup>. En principe, dans des cas similaires, les autorités nationales des États membres de l'UE délivrant les licences d'exportation d'armes ne devraient pas négliger le risque que l'équipement transféré pourrait représenter pour la stabilité régionale au Maghreb. Or, depuis leur indépendance, les relations entre le Maroc et l'Algérie sont caractérisées par des tensions constantes et même des conflits ouverts<sup>81</sup>. Les deux pays se sont en effet livrés à une guerre entre 1963 et 1964 en raison d'un différend concernant le tracé de leur frontière commune. La question du Sahara occidental est aussi restée au cœur des tensions entre Alger et Rabat depuis que le conflit a éclaté en 1975<sup>82</sup>. La frontière terrestre entre les deux États reste officiellement fermée depuis 1994, même si dans les faits, sa porosité favorise les trafics illicites et les flux migratoires.

L'adhésion du Royaume du Maroc à l'Union africaine (UA) en janvier 2017 a semblé donner un nouveau souffle aux crises diplomatiques entre les deux États autour de la question sahraouie<sup>83</sup>. Le 26 janvier 2018, un an après son entrée dans l'organisation, le Maroc a obtenu un siège pour deux années au Conseil de paix et de sécurité de l'UA, organe de règlement des conflits, dirigé depuis sa création par l'Algérie<sup>84</sup>. De même, le Maroc tente des rapprochements avec des alliés d'Alger comme l'Afrique du Sud, réticent dans un premier temps à l'admission du Royaume au sein de l'organisation en vertu du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

En outre, tout comme son voisin algérien, le Maroc reste attentif au développement du conflit au Mali, à l'évolution de la situation d'instabilité en Libye, aux conséquences du « Printemps arabe » et à la menace terroriste croissante dans la région.

#### **Sixième critère : « comportement du pays acheteur à l'égard de la communauté internationale, et notamment son attitude envers le terrorisme, la nature de ses alliances et le respect du droit international »**

Le comportement du Royaume du Maroc à l'égard de la communauté internationale et son respect des règles de droit international peuvent être examinés dans le cas du conflit du Sahara occidental développé précédemment.

- 
79. Durant la dernière décennie, le Maroc tente de renforcer son influence dans la région au moyen d'une coopération accrue sur le continent africain et d'une augmentation de ses capacités militaires. Voir plus sur CHENA Salim, « Portée et limites de l'hégémonie algérienne dans l'aire sahélo-maghrébine », *Hérodote*, vol. 142, n° 3, 2011, p. 108-124.
80. L'Algérie a doublé ses dépenses en armement entre 2012 et 2017. Dans la même période, le Maroc a augmenté ses dépenses militaires de 23,3 %. Les données sur les dépenses militaires proviennent de la base de données du SIPRI *Military Expenditure Database*. La conversion de dollars américains en euros est basée sur le taux de change de l'OCDE.
81. STORA Benjamin, et AKRAM Ellyas, « Guerre des Sables », *Les 100 portes du Maghreb. L'Algérie, le Maroc, la Tunisie, trois voies singulières pour allier islam et modernité*, sous la direction de Stora Benjamin, Ellyas Akram. Éditions de l'Atelier (programme ReLIRE), 1999, p. 171-173.
82. LAMLILI Nadia, « Sahara occidental : pourquoi la tension reprend à Guergarat », *Jeune Afrique*, 8 janvier 2018.
83. « L'Algérie et le Maroc, plus que jamais frères ennemis », *Middle East Eye*, 2017.
84. « L'Union africaine, terrain de bataille diplomatique entre l'Algérie et le Maroc », *Le Monde*, 28 janvier 2018.

De 2015 à avril 2018, le Maroc a fait partie de la coalition militaire conduite par l'Arabie saoudite engagée dans la guerre au Yémen, où de nombreux civils ont été tués ou blessés lors d'attaques menées par cette coalition<sup>85</sup>. Au vu des frappes et des bombardements indiscriminés opérés au Yémen, la communauté internationale a dénoncé des violations répétées du droit international humanitaire<sup>86</sup>.

Par ailleurs, au mois de mars 2016, les autorités marocaines ont expulsé 75 membres de la composante civile de la MINURSO en signe de protestation contre les déclarations de Ban Ki-moon à la suite de sa visite dans des camps de réfugiés sahraouis à Tindouf, au Sahara algérien. L'ancien Secrétaire général de l'ONU avait qualifié la situation dans le Sahara occidental « d'occupation » et dénonçait la précarité des conditions de vie des réfugiés sahraouis<sup>87</sup>. Parmi les membres de la mission expulsés se trouvaient des personnes travaillant pour le Service de l'action antimines des Nations unies (UNMAS)<sup>88</sup>. Ces derniers étaient chargés du déminage aux alentours du mur de sable de 2 700 km séparant les territoires occupés de ceux contrôlés par le Front Polisario. D'après l'UNMAS, le Sahara occidental reste l'un des territoires les plus minés au monde, une caractéristique qui fait qu'on y dénombre plus de 2 500 victimes depuis 1975<sup>89</sup>.

### **Septième critère : « risque de détournement de la technologie ou des équipements militaires ou de réexportation »**

Comme expliqué précédemment, la région du Maghreb connaît un important flux de trafic illicite d'armes légères, de produits stupéfiants et des migrations illégales<sup>90</sup>. Ce fait s'explique notamment par la perméabilité des frontières, la corruption de fonctionnaires et autorités locales, par la situation d'instabilité des pays voisins et la prolifération du terrorisme dans la zone. Toutefois, il est possible de considérer que, à l'heure actuelle, l'ampleur du phénomène n'est pas suffisante pour justifier le refus d'une licence d'exportation au nom du septième critère. De plus, il faut noter que, entre 2012 et 2017, aucun pays membre de l'UE n'a invoqué le risque de détournement pour expliquer un refus de licence d'exportation au Maroc<sup>91</sup>.

#### *Premier bilan sur les cas des livraisons d'armes européennes au Maroc*

Chaque année, des rapports d'organisations non gouvernementales dénoncent les violations et les pratiques abusives des forces de l'ordre marocaines à l'encontre des Sahraouis.

85. « Maroc : le roi Mohamed VI retire ses avions F16 de la guerre saoudienne au Yémen », *Franceinfo*, 2018.

86. « Yémen : l'arrêt des bombardements, une priorité », *L'Humanité*, 7 mars 2018.

87. « Maroc : le Conseil de sécurité adopte une résolution pour restaurer la MINURSO au Sahara occidental », *Jeune Afrique*, 29 avril 2016.

88. « Maroc et Sahara occidental. Il est urgent que la force de maintien de la paix de l'ONU au Sahara occidental et dans les camps de réfugiés surveille la situation des droits humains », *Amnesty International*, 18 avril 2017.

89. United Nations Mine Action Service, « UNMAS : MINURSO, Western Sahara », *MineAction*. Consulté le 5 octobre 2018.

90. Maghreb Emergent, *op. cit.*

91. Rapports annuels du COARM. Rapports annuels établis en application de l'article 8, paragraphe 2, de la Position commune 2008/944/PESC du Conseil définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires.

Selon l'ACAT (Association chrétienne contre la torture et la peine de mort), environ 150 000 militaires et policiers sont déployés dans les territoires occupés et le long du mur les séparant de la partie du Sahara sous contrôle de la RASD<sup>92</sup>. Par conséquent, en fonction des critères 2 et 3 de la Position commune, les ventes d'équipements militaires à l'armée marocaine et aux forces de sécurité devraient être évitées ou faire l'objet de mesures de précaution renforcée. En effet, après avoir étudié le comportement passé et actuel du Maroc, il est possible d'affirmer qu'il existe un risque que les armes vendues aux forces militaires ou policières soient utilisées pour commettre des actes de répression et des violations des droits humains, notamment à l'encontre des Sahraouis.

Avant d'octroyer des licences d'exportation en faveur des forces de l'ordre marocaines non stationnées au Sahara occidental, les autorités exportatrices doivent également garder à l'esprit que ces armes peuvent être potentiellement transférées sur ce territoire et servir à commettre des violations des droits humains<sup>93</sup>. Dans ce cas particulier, l'introduction de clauses prévoyant la mise en œuvre de mesures de vérification de l'utilisation finale des armes pourrait aider à éviter ce scénario. Des pays membres comme l'Allemagne incluent d'ailleurs déjà la possibilité de réaliser ce type de contrôles en cas d'exportation d'armes à risque élevé<sup>94</sup>. Il reste à rendre plus fréquent le recours à ce dans le cadre des livraisons d'armes au Maroc.

Par ailleurs, la Position commune et son Guide d'utilisation appellent les États membres à tenir compte du comportement passé et actuel du pays acheteur à l'égard du terrorisme, du respect du droit international et de la nature de ses alliances. Dans ce sens, l'occupation du Sahara occidental par le Royaume, en contradiction avec les dispositions de l'avis des Nations unies et de la Cour internationale de Justice<sup>95</sup>, ainsi que les violations passées et actuelles des droits humains du peuple sahraoui peuvent servir d'argument pour refuser des exportations d'armes à destination du Maroc<sup>96</sup>.

---

92. DEMONTIS Anna, « Crimes de guerre en plein désert », ACAT. Consulté le 5 octobre 2018.

93. POITEVIN Cédric, *op. cit.*

94. VRANCKX An, *Contrôle de l'utilisation finale des armes : Pratiques et perspectives*, Rapport du GRIP, 2016.

95. Assemblée générale des Nations unies, *Résolution 1514 (XV) du 14/12/1960*, 14 décembre 1960 et Cour internationale de justice, *Sahara occidental, Avis de la Cour internationale de Justice 16/10/1975*, 16 octobre 1975.

96. POITEVIN Cédric, *op. cit.*

# LA TUNISIE ET LES LENDEMAINS INCERTAINS DE LA RÉVOLUTION DE JASMIN

---

La Tunisie est souvent présentée comme le seul pays où les révolutions du « Printemps arabe » ont mené à un véritable processus de démocratisation. En effet, la « Révolution de Jasmin », qui a eu lieu en Tunisie entre 2010 et 2011, constitue la première contestation populaire à renverser un gouvernement dans la région du MENA (Moyen-Orient et Afrique du Nord) depuis la révolution iranienne de 1979. À la suite de l'auto-immolation par le feu d'un jeune vendeur de rue qui protestait contre le mauvais traitement infligé par les autorités corrompues de sa ville natale, des manifestations de grande ampleur ont éclaté dans plusieurs villes tunisiennes le 17 décembre 2010<sup>97</sup>. Le mouvement demandait la chute du régime de Ben Ali et l'instauration d'un régime démocratique.

La répression des forces de sécurité de l'État a contribué à une escalade des tensions et des graves affrontements. La fuite de Ben Ali en Arabie saoudite le 14 janvier 2011 a marqué la fin du régime répressif et le début du processus de démocratisation<sup>98</sup>. Les révoltes tunisiennes se sont propagées dans d'autres pays appartenant à la région du MENA où des mouvements prodémocratiques se sont soulevés contre les régimes dictatoriaux en place depuis des décennies.

Au lendemain du « Printemps arabe », les forces armées tunisiennes ont connu un processus de professionnalisation et de modernisation pour s'ajuster aux défis sécuritaires actuels. Par exemple, les forces armées luttent contre le trafic illicite et l'avancée des groupes terroristes islamistes qui tentent de rejoindre son territoire à travers ses frontières poreuses avec l'Algérie et la Libye<sup>99</sup>. La Tunisie (comme le Maroc, d'ailleurs) entretient en cette matière des relations privilégiées avec les États-Unis et la France, ce qui lui a permis d'accéder à une coopération accrue en matière de défense avec les membres de l'OTAN<sup>100</sup> et a rendu possible une série d'achats d'équipements militaires. Entre 2012 et 2017, la plus grande partie du volume d'armes importées par la Tunisie provenait des États-Unis, de la France et des Pays-Bas<sup>101</sup>.

---

97. HOUISSA Ali, *Arab Spring: A Research & Study Guide*, Cornell University Library, 2018.

98. *Idem*.

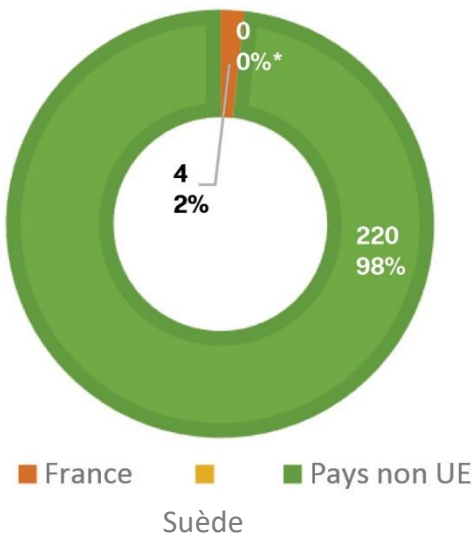
99. «The Military Balance 2017: the annual assessment of global military capabilities and defence economics», *The International Institute for Strategic Studies*, IISS, 2017.

100. PROFACIO Umberto, « Tunisia Reluctant Partnership with NATO », *The International Institute for Strategic Studies*, IISS, 2018.

101. «The Military Balance 2017: the annual assessment of global military capabilities and defence economics», *The International Institute for Strategic Studies*, IISS, 2017.

Il convient toutefois de préciser que les volumes dont il est question dans le cas tunisien n'ont rien de comparable avec ceux observés au Maroc et donc à plus forte raison avec ce qu'on retrouve dans le cas algérien. Le budget de défense de la Tunisie semble modeste au regard des chiffres constatés du côté de Rabat ou d'Alger. En 2017, il s'élevait en effet à 719,2 millions d'euros, alors que la même année le budget de la défense était de 2,2 milliards d'euros pour le Maroc et de 8,6 milliards d'euros pour l'Algérie.

**Graphique 3. Valeurs en TIV et parts en pourcentages des fournisseurs de système d'armes majeurs à la Tunisie dans le total de ses importations militaires entre 2012 et 2017**



Source : D'après la base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, 2018. Données exprimées en TIV (Trend Indicator Value). \* La Suède, en jaune, n'est pas reprise telle quelle dans le graphique car les valeurs semblent nulles (0 - 0%). Néanmoins, selon la base de données du SIPRI, un « 0 » TIV indique que la valeur des livraisons est inférieure à 0,5 million.

Le graphique 3 montre que, pour la période 2012-2017, les ventes d'armes des États européens ont représenté à peine 2 % du total des importations marocaines. Le tableau suivant reprend les transferts d'armes des pays membres de l'UE à destination de la Tunisie enregistrés par le SIPRI dans la période signalée. En 2016, Tunis a commandé quatre patrouilleurs multiservices *MSOPV 1400* à la firme néerlandaise *Damen*. Depuis le début de l'année 2018, deux des quatre navires ont été mis en service par la marine tunisienne. Les deux vaisseaux ont été construits au chantier naval de *Damen* à Galati, en Roumanie<sup>102</sup>. En 2015, il a été annoncé que les forces armées tunisiennes avaient réalisé une commande de quatre véhicules blindés *Bastion APC* à la société française *ACMAT*, dont les moteurs ont été commandés à la Suède<sup>103</sup>.

**Tableau 3. Transferts d'armes majeures des États membres de l'UE à destination de la Tunisie entre 2012 et 2017**

Fournisseur	Quantité	Description de l'arme	Année de la commande	Année de livraison
France	4	ACMAT APC	2015	2016
	4	Bastion	(2015)	2016
	(10)	VAB-VTT	(2016)	2017
Pays-Bas	(4)	OPV-1400	2016	
Suède	(4)	Moteur diesel MD5	(2015)	2017

Source : D'après la base de données sur les transferts d'armes du SIPRI, 2018.

## Conformité des exportations à destination de la Tunisie au regard de la Position commune

Comme pour les cas précédemment analysés, cinq critères de la Position commune sont ici considérés. Toutefois, il importe d'emblée de préciser que le cas tunisien diffère sensiblement des cas précédents, notamment au regard de la rivalité Rabat-Alger qui nourrit les processus d'achat en armement, mais aussi du fait du printemps arabe tunisien.

### Deuxième critère : « respect des droits de l'homme dans le pays de destination finale et respect du droit humanitaire international par ce pays »

Malgré les grandes avancées introduites dans la Constitution de 2014, le bilan de la Tunisie en matière de droits de l'homme reste mitigé. D'après *Amnesty International*<sup>104</sup>, le pays peine encore à instaurer certains principes fondamentaux.

102. « Tunisian Navy commissions latest Damen OPV », *Jane's 360*, 5 juillet 2018.

103. « ACMAT Defense Bastion 4x4 APC armoured personnel carrier in live demonstration at Eurosatory », *Army Recognition*, 13 juin 2016.

104. « Tunisie. L'examen par le Conseil des droits de l'homme doit être l'occasion de relancer les réformes », *Amnesty International*, 2 mai 2017.

Des actes de torture, des arrestations arbitraires et des restrictions de la liberté de mouvement continuent à être commis<sup>105</sup>. De même, la discrimination contre les femmes et contre la communauté LGBTI demeure une préoccupation des organisations non gouvernementales<sup>106</sup>.

**Troisième critère : « situation intérieure dans le pays de destination finale »,  
et quatrième critère : « préservation de la paix, de la sécurité  
et de la stabilité régionales »**

D'après la Position commune et son Guide d'utilisation, au moment d'évaluer le potentiel octroi de licences d'armes vers la Tunisie, les États membres de l'UE sont tenus « d'analyser attentivement le risque que l'exportation proposée soit susceptible de déclencher ou de prolonger le conflit ou d'aggraver les tensions existantes, provoquant ainsi une escalade et une extension du conflit ». Le soulèvement populaire et les luttes subséquentes exigeant la justice économique et sociale qui ont éclaté en décembre 2010 ont conduit la Tunisie à une transition démocratique encore inachevée. En effet, le pays fait face à de nombreux obstacles (taux de chômage élevé, fracture sociale et géographique, corruption, lourde dette) mais s'efforce de trouver des solutions pour assurer la transition vers la démocratie<sup>107</sup>. Néanmoins, l'insatisfaction croissante des Tunisiens et la crainte des retombées négatives du « Printemps arabe » ont créé une situation de fragilité.

**Sixième critère : « comportement du pays acheteur à l'égard  
de la communauté internationale, et notamment son attitude envers  
le terrorisme, la nature de ses alliances et le respect du droit international »**

La Tunisie est considérée comme un allié de l'UE dans le cadre de la lutte contre les groupes terroristes islamistes hostiles à nombre de pays européens. Cependant, d'après un rapport établi par le Conseil européen des relations internationales (ECFR) en février 2018, les avancées du pays nord-africain en matière de lutte antiterroriste restent insuffisantes<sup>108</sup>. Ces dernières années, la Tunisie s'est caractérisée par une ouverture et une volonté de coopération avec des pays occidentaux dans le cadre des réformes sécuritaires fondamentales pour la transition démocratique du pays. Malgré l'amélioration de la situation sécuritaire en Tunisie, l'inefficacité des mesures antiterroristes proviendrait notamment du manque de réformes adoptées au niveau du ministère de l'Intérieur et son manque de transparence. Selon le rapport de l'ECFR, la Tunisie doit se focaliser davantage sur la prévention de la radicalisation car, en comparaison avec l'Algérie et le Maroc, elle détient le plus grand nombre de jeunes radicalisés et partis faire le djihad armé. Il ne faut pas oublier que le pays joue aussi le rôle de zone tampon face au conflit libyen et que le contrôle des frontières avec la Libye est également déterminant dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.

---

105. *Ibid.*

106. *Ibid.*

107. JANNE D'OTHÉE Nathalie, « Sept ans après la révolution, la Tunisie à la croisée des chemins », *CNCD-11.11.11.*, 2017.

108. DWORKIN Anthony, EL MALKI Fatim-Zohra, « The Southern Front Line: EU Counterterrorism Cooperation With Tunisia And Morocco », *Conseil européen des relations internationales*, 15 février 2018.

Le manque de transparence de la Tunisie dans le cadre des transferts d'armes est l'une des raisons pour lesquelles on ne perçoit pas bien la portée et les conséquences potentielles de ses importations. La Tunisie participe de façon limitée au *Registre des armes classiques* hébergé par les Nations unies et n'a fourni de rapport qu'à deux reprises, en 1993 et en 2010<sup>109</sup>. Comme mentionné précédemment, elle n'est pas non plus signataire du TCA.

### **Septième critère : « risque de détournement de la technologie ou des équipements militaires ou de réexportation »**

En Tunisie, malgré des affrontements armés entre criminels, extrémistes violents et forces de sécurité, l'usage des armes à feu est resté relativement faible après la révolution de 2011. Néanmoins, le trafic illégal s'est récemment développé dans la région du Maghreb du fait des conflits qui la parcourent (Libye, Sahel, Sahara occidental) ou encore des trafics de biens et de personnes<sup>110</sup>. Dans un environnement politique toujours instable, l'afflux des armes légères depuis la Libye est devenu une question particulièrement préoccupante en Tunisie. Après la chute de Mouammar Kadhafi, plusieurs réserves d'armes n'ont pu être efficacement sécurisées et la Libye est devenue une terre d'opportunité pour les trafiquants d'armes. La frontière entre la Libye et la Tunisie est ainsi devenue un axe important du trafic illicite d'armes<sup>111</sup>. Actuellement, le trafic de ce type de matériel vers la Tunisie semble être plus limité, au moins par rapport à d'autres pays comme l'Égypte ou le Mali, en raison d'une baisse de la demande et des tentatives du gouvernement tunisien pour réduire le trafic illicite.

#### *Premier bilan sur les cas des livraisons d'armes européennes à la Tunisie*

La Tunisie est le seul arabe pays où le phénomène de *printemps révolutionnaire* du début de la décennie 2010 a mené à une transition démocratique. Aussi, la continuité de ce processus devrait être au cœur des préoccupations européennes si l'UE souhaite que Tunis demeure un point de stabilité au Maghreb. Dans le cas de la Tunisie, les ventes d'armes européennes pourraient permettre de protéger le régime démocratique contre les groupes islamistes qui seraient tentés par une violence armée. Néanmoins, dans le contexte d'instabilité politique et socioéconomique actuel, les livraisons de matériel militaire devraient faire l'objet de mesures plus strictes permettant de contrôler l'utilisation finale qui en est faite. Si l'UE et ses États membres ont affirmé qu'ils ne pouvaient pas prévoir la gravité et les conséquences des mouvements révolutionnaires de 2011, on peut penser qu'ils ne sont pas forcément mieux outillés pour évaluer les risques pesant sur la jeune démocratie arabe. C'est pourquoi les pays membres doivent garder à l'esprit les leçons retenues au lendemain du « Printemps arabe » et être prudents au moment d'octroyer des licences d'exportation d'armes aux pays impliqués.

109. UNODA, « Registre des armes classiques des Nations unies », *Bureau des affaires de désarmement des Nations unies*, 2015.

110. BOULANGER MARTEL Simon Pierre, « Transferts d'armes vers l'Afrique du Nord : entre intérêts économiques et impératifs sécuritaires », *Note d'Analyse du GRIP*, 26 mars 2014.

111. Francesco Strazzari et Francesca Zampagni « Illicit firearms circulation and the politics of upheaval in North Africa » in *Triggering Terror Illicit Gun Markets and Firearms Acquisition of Terrorist Networks in Europe*, Flemish Peace Institute, 17 avril 2018.

En ce qui concerne le risque de détournement, la Tunisie constitue aujourd'hui un marché périphérique pour les armes légères et de petit calibre. Le trafic d'armes à feu existe actuellement sous forme de contrebande à petite échelle dans la région tuniso-libyenne. Au lendemain du « Printemps arabe », des refus de licence d'exportation ont été justifiés par les États membres par un risque élevé de détournement<sup>112</sup>. Cependant, actuellement, grâce aux avancées du gouvernement tunisien dans la sécurisation de ses armements, il est possible de considérer que ce critère ne soit pas particulièrement significatif lors de l'évaluation des risques liés aux exportations de matériel militaire à destination de la Tunisie. Néanmoins, afin de diminuer le risque de détournement, les États membres sont encouragés à introduire des certificats d'utilisation finale et d'utilisateur final, ainsi que des systèmes de vérification post livraison.

---

112. Rapports annuels du COARM. Rapports annuels établis en application de l'article 8, paragraphe 2, de la Position commune 2008/944/PESC du Conseil définissant des règles communes régissant le contrôle des exportations de technologie et d'équipements militaires.

# CONCLUSION

---

Le paysage sécuritaire en Afrique du Nord a connu plusieurs changements majeurs au cours des dernières années. Les acquisitions d'équipement de défense de la part des pays maghrébins paraissent actuellement motivées par des facteurs de sécurité, de prestige national et de rivalité régionale. Les cas du Maroc et de l'Algérie sont marqués par une hostilité réciproque qui perdure et se cristallise entre autre autour de la question du Sahara occidental. Cette rivalité se traduit par des acquisitions militaires qui nourrissent pourtant elles-mêmes ces tensions. On se trouve dans une logique de dissuasion conventionnelle qui rejoint celle de la course aux armements.

Avec la Tunisie, nous nous trouvons dans le cas d'un pays qui ne dispose pas des ressources suffisantes pour rivaliser avec ses voisins, ce qui ne semble de toute façon aucunement faire partie de ses intentions. En Tunisie, les enjeux sécuritaires ne s'inscrivent pas dans la logique des rivalités régionales. C'est davantage la crainte de nouvelles révoltes populaires semblables à celles du « Printemps arabe » qui a stimulé dans une certaine mesure les importations tunisiennes d'armement, notamment de véhicules blindés APC<sup>113</sup>.

Faisant la lecture de la montée de la menace terroriste, du trafic illégal et de l'afflux de migrants qui arrivent dans son territoire depuis le nord de l'Afrique, l'Union européenne renforce sa coopération en matière sécuritaire, frontalière et politique avec les pays du Maghreb au moyen de partenariats<sup>114</sup>. Les transferts d'armes vers l'Algérie, le Maroc et la Tunisie s'inscrivent en réalité dans une logique caractérisée, d'une part, par l'externalisation des politiques sécuritaires du Vieux Continent et, d'autre part, par une volonté des pays maghrébins de coopérer davantage avec des acteurs occidentaux dans le domaine de la défense et de la sécurité.

Les États européens se trouvent dans une situation dans laquelle ils tentent de concilier deux options comportant inévitablement leur lot de contradictions. D'un côté, ils prétendent baser leur rôle de puissance internationale et régionale sur la promotion de la démocratie et du respect des droits de l'homme, ainsi que sur la résolution pacifique des différends. D'un autre côté, ils donnent préséance à leurs intérêts stratégiques et sécuritaires. Cette dichotomie se répercute au niveau communautaire avec, d'un côté, une Position commune établissant des critères stricts en matière d'exportation d'armes et faisant la promotion des valeurs fondamentales de l'UE et, de l'autre, des pratiques laissant les États membres interpréter avec plus ou moins de laxisme les normes communautaires dans ce domaine.

---

113. SIPRI, « Trade Registers Database », *Sipri.org*. Consultée le 9 août 2018.

114. COUSTILLIÈRE Jean-François, Les Rapports Europe-Maghreb en matière de sécurité et de défense, *L'Année du Maghreb* n° 4, 2008.

Bien que l'Algérie, le Maroc et la Tunisie appartiennent à la région du Maghreb, ces trois États ont chacun leurs dynamiques et caractéristiques propres sur le plan sécuritaire, mais aussi sur celui des droits fondamentaux. Tous revêtent également – et pour des raisons variables – un intérêt stratégique pour plusieurs États européens. Les rapports du COARM montrent qu'à de rares occasions, les États membres opposent des refus à des exportations d'armes vers les pays étudiés. Le nombre de refus reste infiniment inférieur à celui des licences autorisées. L'octroi des licences d'exportation d'armes des États membres à destination des pays maghrébins semble être soumis à des objectifs économiques et industriels plutôt qu'à des principes légaux, moraux ou humanitaires. S'il est entendu que les accords d'exportations d'armes peuvent s'inscrire dans des logiques sécuritaires, les États membres ne considèrent manifestement que trop peu le fait qu'ils peuvent aussi alimenter les tensions internes et régionales.

Les critères d'évaluation de la Position commune ont pour objectif d'éviter que les armes exportées soient utilisées par des destinataires non désirés ou pour une utilisation non souhaitée. Néanmoins, les événements récents rappellent que les politiques européennes encadrant les transferts d'armes ne sont pas suffisantes et qu'il existe toujours des risques d'usage non conforme aux principes fondamentaux de l'UE. Dans le cas précis des pays du Maghreb, avant d'octroyer des licences d'exportation d'armes, il est nécessaire de mettre en perspective les impératifs sécuritaires actuels et les potentielles conséquences des transferts d'armes sur la stabilité et la sécurité interne et régionale à long terme.

En définitive, l'UE est encore loin d'avoir atteint les intentions portées par la Position commune de 2008 en matière de contrôle des exportations d'armements. Toutefois, en cette année 2018, à l'occasion de son dixième anniversaire, les États membres ont entamé un processus de révision de ce texte essentiel pour encadrer le commerce du matériel de guerre. L'opportunité est donc réelle de corriger certaines des lacunes du cadre actuel pour arriver à une politique plus stricte en matière de transferts d'armes et davantage attentive aux risques impliqués pour l'intégrité physique des populations civiles et l'exercice de leurs droits fondamentaux. Il ne manque à ce stade que la volonté politique des États membres de l'UE de se conformer de manière plus rigoureuse aux principes qu'ils édictent eux-mêmes et dont ils se prévalent volontiers occasionnellement sur la scène internationale.

\*\*\*



## LES RAPPORTS DU GRIP

---

- |         |  |         |  |
|---------|--|---------|--|
| 2016/4  | <b>Contrôle de l'utilisation finale des armes: pratiques et perspectives,</b><br>An Vranckx, 36 p., 6 €  | 2017/4  | <b>Traité sur le commerce des armes, Le point sur les discussions et la mise en oeuvre par les États,</b><br>Léo Gehin et Cédric Poitevin, 28 p., 6€     |
| 2016/4  | <b>Containing diversion: arms end-use and post-delivery controls,</b><br>An Vranckx, 40 p., 6 €  | 2017/5  | <b>Fonds européen de la défense - L'UE au secours de l'industrie,</b> Federico Santopinto, 32 p., 6€   |
| 2016/5  | <b>Le Japon, nouvel exportateur d'armements : histoire, régulations et perspectives stratégiques</b><br>Bruno Hellendorff, 48 p., 8 €                                  | 2017/6  | <b>Le remplacement des F-16 belges - Processus et enjeux,</b> Denis Jacqmin, 48 p., 8€   |
| 2016/6  | <b>Résumé du SIPRI Yearbook 2016 - Armements, désarmement et sécurité internationale</b><br>Traduction GRIP, 32 p., gratuit  | 2017/7  | <b>Dépenses militaires, production et transferts d'armes - Compendium 2017,</b> SIPRI/GRIP, 52 p., 8€  |
| 2016/7  | <b>Rapport de forces au Haut-Karabakh Frictions, dissuasion et risque de déflagration,</b> Léo Gehin, 36 p., 6 €   | 2017/8  | <b>Résumé du SIPRI Yearbook 2017 - Armements, désarmement et sécurité internationale,</b> Traduction GRIP, 28 p., gratuit.                               |
| 2016/8  | <b>Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2016,</b> Luc Mampaey et Christophe Stiernon, 51 p. , 8 €   | 2017/9  | <b>La Turquie après le putsch manqué : reconfiguration accélérée de l'exercice du pouvoir,</b> Léo Géhin, 40 p., 6 €                                     |
| 2016/9  | <b>Crise nord-coréenne : diplomatie, menace nucléaire et défense antimissile,</b> Bruno Hellendorff et Thierry Kellner, 44 p. , 8 €                                    | 2017/10 | <b>La guerre oubliée du Yémen : impasse militaire, casse-tête politique et catastrophe humanitaire,</b> Lauriane Héau et Christophe Stiernon, 40 p., 8 € |
| 2016/10 | <b>RDC : les enjeux du redécoupage territorial. Décentralisation, équilibres des pouvoirs, calculs électoraux et risques sécuritaires,</b> Michel Luntumbue, 28 p., 6€ | 2018/1  | <b>Autonomie stratégique : le nouveau graal de la défense européenne,</b> Frédéric Mauro, 36 p., 6 €   |
| 2017/1  | <b>Défense européenne : l'enjeu de la coopération structurée permanente,</b> Frédéric Mauro, 52 p, 8€  | 2018/2  | <b>L'industrie de défense ukrainienne : un pied en URSS, l'autre dans l'OTAN,</b> Denis Jacqmin, 36 p., 6 €  |
| 2017/1  | <b>PESCO : European defence's last frontier,</b> Frédéric Mauro, 52 p., 8€   | 2018/3  | <b>Dépenses militaires, production et transferts d'armes. Compendium 2018,</b> Luc Mampaey, 52 p. , 8 €  |
| 2017/2  | <b>RDC : enjeux et portraits autour d'un enlèvement électoral,</b> collectif, 64 p., 8€  | 2018/4  | <b>Résumé du SIPRI Yearbook 2018 - Armements, désarmement et sécurité internationale</b><br>Traduction GRIP, 32 p., gratuit                              |
| 2017/3  | <b>Bosnie-Herzégovine, 25 ans plus tard, de la guerre à une difficile réconciliation,</b> Georges Berghezan, 60 p., 8€   | 2018/5  | <b>Le Brexit et la défense européenne,</b> Federico Santopinto, 52 p., 8 €   |

---

Abonnez-vous en quelques clics aux « Rapports du GRIP » : [www.grip.org](http://www.grip.org)  
10 numéros par an pour 70 € (frais de port inclus)

## EXPORTATIONS D'ARMES AU MAGHREB : QUELLE CONFORMITÉ AVEC LA POSITION COMMUNE ?

Ce rapport expose les dynamiques caractérisant les exportations d'armes des États membres de l'UE à destination des pays du Maghreb.

Son but est de vérifier la cohérence entre d'une part l'application des critères d'évaluation « pré-exportation » établis par la Position commune de l'UE et d'autre part les livraisons constatées.

L'Algérie et le Maroc comptent parmi les plus grands importateurs d'armes sur le continent africain. Étant donné leurs capacités de production limitées et les liens politico-stratégiques qui les unissent à l'Europe, ces pays représentent un marché non négligeable pour les industriels de l'armement du Vieux Continent.

Le rapport s'intéresse plus spécifiquement aux cas du Maroc, de l'Algérie et de la Tunisie entre 2012 et 2017. Le cas de la Tunisie est différent étant donnée la difficile transition démocratique qu'elle est en train de vivre.



**Maria Camello** est chercheuse au GRIP dans le domaine des « armes légères et transferts d'armes ». Elle travaille notamment sur les questions liées au contrôle des transferts d'armements de l'Union européenne et des instruments de contrôle des armes légères et de petit calibre.

